Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADES DE FRANCE
DANEMARK, FINLANDE, NORVÈGE et SUÈDE
SERVICE RÉGIONAL AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

Chroniques Nordiques

Numéro 28 / Décembre 2017

Le service régional des affaires sociales et santé a le plaisir de vous adresser le 28e numéro de sa chronique nordique sur les champs suivants :

- **Affaires sociales**
- **Travail, Emploi, formation professionnelle et dialogue social**
- **Santé et protection sociale**
- **Droit des femmes, enfance et famille.**

Toutes vos suggestions pour l'améliorer seront les bienvenues.
Remerciements à notre stagiaire Lucie Jaeger, ainsi qu'à Eeva Hanhiniemi (Finlande), Malene Valeur (Danemark), Cécile Aubert (Norvège), et Ylva Rehnberg (Suède) qui nous font parvenir leurs revues de presse.

DANEMARK

Population totale	5,669,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	79/82
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	100/60
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	4,782
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	10.8
Taux de fécondité	1.7*

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

La plus grande école musulmane danoise perd sa subvention

Selon Berlingske et BT, l'Agence nationale pour l'éducation et la qualité ne versera pas la subvention de plus de 20 millions de couronnes (2.7 millions d'euros) qui doit être versée à l'école privée Iqra à Nørrebro - la plus grande école musulmane du pays. "Nous avons mis l'école sous haute surveillance et constaté beaucoup de violations sérieuses de la loi", a déclaré Susanne Clausen, directrice adjointe de l'agence, à BT. Entre autres raisons, l'agence aurait entamé la supervision de l'école en septembre après des allégations dans les médias selon lesquelles le directeur adjoint avait conseillé aux jeunes d'éviter les non-musulmans. L'école a jusqu'au 8 janvier pour répondre à la décision de l'agence avant qu'une décision finale ne soit prise. L'école privée Iqra est la troisième école musulmane à voir sa subvention publique supprimée. L'agence a engagé la supervision de 13 écoles en août - dont neuf étaient des écoles musulmanes.

Les capacités de lecture des enfants baissent

Selon la dernière enquête Pirls, réalisés sur 7100 élèves de CE2 et CM1, les capacités de lecture des enfants danois sont plus mauvaises qu'elles ne l'étaient avant la dernière réforme scolaire et sont revenus à leur niveau de 2006. En 2016, les élèves danois occupaient la 13ème position du classement international, loin derrière les autres pays nordiques. L'enquête Pirls est réalisée tous les cinq ans auprès de 300 000 élèves dans 54 pays.

Migration

Personnes en situation irrégulière au Danemark

L'unité de recherche de Rockwool Foundation a étudié la situation des personnes en situation irrégulière vivant au Danemark, dont le nombre est passé de 12 800 environ en 2008 à plus de 22 000 en 2016. La plupart des clandestins viennent d'Afghanistan, de Syrie et d'Irak, sont majoritairement des hommes d'une trentaine d'années. Les chiffres sont des estimations basées sur le nombre de personnes en situation irrégulière arrêtées par la police.

Des centaines de Somaliens rapatriés, malgré les avertissements des Nations Unies

Le Jyllands-Posten rapporte que quelques 800 permis de résidence somaliens sont étudiés en vue de renvoyer les titulaires dans leur pays d'origine, malgré les avertissements des Nations Unies qui affirment que la Somalie n'est pas un endroit suffisamment sûr. En effet, les agents mandatés pour étudier la situation somalienne auraient formulés leurs observations lors d'une visite au Kenya en 2016, ayant été sommé de ne pas se rendre directement sur place au vu de la dangerosité de la situation.

Sur les 528 cas étudiés, 310 sont considérés comme pouvant être renvoyés. Il est probable que plus de 240 personnes, arrivées au Danemark au motif du regroupement familial, soient également privées de permis de résidence.

Restriction sur le quota de réfugiés
Le Parlement danois a adopté un nouveau régime de quota de réfugiés, après avoir suivi les recommandations des Nations Unies pendant plus de 40 ans. Jusqu'à présent, le Danemark était censé accueillir 1 500 réfugiés sur trois ans. Puisqu'aucun réfugié n'avait été accueilli en 2016 et 2017, le pays aurait dû en accueillir 1 500 en 2018. Le ministre danois de l'immigration a considéré que les capacités d'accueil et financières du pays ne permettrait pas d'en accueillir autant. Le Parlement a donc pris les mesures nécessaires pour s'assurer que le quota annuel de réfugié ne dépassera pas 500 personnes, sauf circonstances particulières.

Autres

Le Danemark augmente son aide humanitaire
La Ministre danoise au développement international, Ulla Tørnæs, a annoncé que le Danemark verserait environ 165 millions de couronnes (22 millions d'euros) d'aide humanitaire à la Syrie. 65 millions de couronnes (8.7 millions d'euros) seront attribuées aux organisations humanitaires danoises, 20 millions (2.7 millions d'euros) au Fonds des Nations Unies pour la population et 60 millions (8 millions d'euros) au Fonds des Nations Unies pour la Syrie et les pays limitrophes.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Négociations salariales
Le journal économique Børsen se penche sur les négociations sur les salaires et les conditions de travail dans le secteur public qui se sont tenues au bureau de la ministre de l'Innovation Sophie Løhde. La ministre souhaite ralentir l'augmentation des salaires et faire qu'une partie de ceux-ci soit déterminée localement.
Selon le ministère des Finances, les salaires et traitements du secteur public ont augmenté de 1,6% de plus, en comparaison du secteur privé. L'éditorialiste pense que cette augmentation n'est pas justifiée compte tenu du fait que le secteur privé est à l'origine de la croissance économique du pays.

Santé et Protection sociale

Un médicament largement prescrit à l'origine de cancers
Un des médicaments les plus couramment prescrits dans le traitement de l'hypertension artérielle semble avoir un lien direct avec le cancer de la peau. Selon une enquête sur l'utilisation de médicaments au Danemark, publié dans le Journal de l'American Academy of Dermatology, 80 000 Danois traités par ce médicament auraient présentés des risques accrus de développer un cancer de la peau. Le rapport indique que quelque 250 malades sur 2 500 diagnostiqués annuellement pourraient éviter un cancer de la peau s'ils n'utilisaient pas ce médicament.

Chiffres de l'alcoolisme au Danemark
Une dizaine de personnes meurt chaque jour à cause de l'alcool. On considère que 147 000 personnes sont alcooliques au Danemark et que 120 000 enfants ont grandi avec l'un de ses deux parents souffrant d'alcoolisme.

Projet pilote concernant le cannabis à usage médical
La Parlement a adopté une loi, le 15 décembre 2017, afin de permettre la prescription d'un traitement de cannabis médical aux patients atteints de certaines maladies. Environ 1 500 patients recevront initialement du cannabis médical dans le cadre de ce projet pilote. Cette loi autorise à la fois à ces fins l'importation et la culture du cannabis. Les pays d'origine sont les seuls pays de l'UE ainsi que les États avec lesquels le Danemark ou l'UE ont conclu un accord de reconnaissance mutuelle du contrôle réglementaire dans le secteur pharmaceutique. Cependant, et l'importation et la culture de produits de cannabis, sont sujets à l'approbation des autorités danoises. À plus long terme, une exportation est également prévue. La délivrance de cannabis médicinal dans le cadre de l'essai pilote est basée sur une prescription médicale, qui n'est pas réservée aux médecins spécialistes. Le prix de vente, qui sera le même dans tout le pays, est fixé par le ministère de la Santé. L'assurance maladie prévoit, en principe, l'octroi d'une prise en charge pour l'achat des médicaments prescrits par un médecin (le pourcentage du financement augmentant avec le montant de la dépense). Il est prévu une évaluation intermédiaire après deux ans et une évaluation finale au bout de 4 ans. Pour la durée du projet pilote, 5 millions de couronnes danoises (670 000 euros) ont été affectés à des recherches scientifiques sur l'utilisation du cannabis médicinal. D'après les sondages, une nette majorité de la population danoise est favorable à la légalisation du cannabis à des fins médicales. Des associations de patients telles que l'Association des patients atteints de sclérose en plaques et l'Association des patients atteints de cancer

ont accueilli favorablement la loi. L'Association danoise d'Epilepsie voit également la loi d'un œil favorable, mais elle regrette que l'épilepsie ne figure pas sur la liste des indications pour lesquelles l'utilisation du cannabis médical est recommandée. En revanche, l'Association danoise des Médecins a critiqué à plusieurs reprises le projet de loi estimant qu'il n'y a pas de recherche fiable sur l'efficacité et les effets secondaires du cannabis médicinal.

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

FINLANDE

Population totale	5,504,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	38 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	78/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	114/51
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	3,701
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9,7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

Les enfants finlandais sont parmi les meilleurs lecteurs

Helsingin Sanomat rapporte que selon l'étude PIRLS 2016, effectuée dans 50 pays, les enfants finlandais de 10-11 ans lisent aussi bien aujourd'hui qu'en 2011. La Finlande se trouve en cinquième position du classement, après la Russie, Singapour, Hongkong et l'Irlande.

De plus en plus de bacheliers ne poursuivent pas toute de suite leurs études

Selon les chiffres de l'Institut national d'études statistiques, plus de bacheliers et surtout plus de jeunes femmes ne poursuivent pas leurs études après le bac. En 2016, 74 % des bachelières récemment diplômées n'ont pas continué leurs études, contre 70 % l'année précédente. En dix ans, le nombre de nouveaux bacheliers qui ne suivent pas d'études supérieures dans l'année suivant l'obtention de leur diplôme est passé de 58 % à 71 %.

Pour ce qui est du collège, la situation est très différente, car à l'exception de 1400 jeunes, soit 2,5 % des élèves quittant le collège, tous ont poursuivi leurs études. En dix ans, le total de ceux qui poursuivent leurs études est passé de 91 % à 95 %. 53 % sont allés au lycée et 42 % en formation professionnelle.

Migration

Helsinki a décidé d'élargir la couverture de soins offerts aux personnes en situation irrégulière

Le conseil municipal d'Helsinki a décidé, par 45 voix contre 39, d'élargir l'accès aux soins de santé prévus pour les sans-papiers. Le Rassemblement national et les Vrais Finlandais s'y sont opposés et le PSD était divisé alors que les Verts, l'Alliance des gauches, le parti suédois, le Centre et le Parti féministe ont soutenu la décision. Jusqu'à présent, les sans-papiers avaient uniquement accès à des soins en cas d'urgence. Il s'agit désormais d'élargir la couverture aux soins indispensables mais non urgents comme les vaccins et les traitements de maladie chronique, par exemple. Les services seront désormais les mêmes que ceux accordés aux demandeurs d'asile, mais moins étendu que ceux offerts aux résidents. Le ministère de l'Intérieur évalue à 1000 à 2000 le nombre de sans-papiers en Finlande, dont quelques centaines à Helsinki. Le coût des soins des sans-papiers est évalué entre 0,5 et 1 million d'euros.

Un groupe de travail étudie actuellement la prise en charge des sans-papiers et des demandeurs d'asile et devra remettre son rapport fin décembre. L'éditorialiste de Helsingin Sanomat se félicite de cette décision qui, en améliorant la prévention des maladies contagieuses et en évitant des hospitalisations inutiles, devrait s'avérer bénéfique à long terme tant sur les plans sanitaire que financier.

Selon une étude, 47 % des Finlandais sont prêts à accueillir plus d'immigrés

Helsingin Sanomat rend compte d'un sondage effectué pour son compte sur les perceptions des Finlandais à l'égard de l'immigration. 47 % des Finlandais (contre 36 % en 2010) se déclarent favorables à accueillir plus d'immigrés. En 2010, 59 % des Finlandais s'y opposaient, contre 41 % aujourd'hui. Ces attitudes s'expliquent en partie par les cycles

économiques : en période économique difficile, les attitudes à l'égard de l'immigration se durcissent. A la question « Faut-il accueillir tous ceux qui souhaitent s'installer en Finlande pour y travailler ? », 67 % sont favorables, contre 50 % en 2006. En réaction à ce sondage, le Premier ministre, Juha Sipilä, a exprimé son souhait d'augmenter les quotas de réfugiés actuels.

Fortes discriminations en Finlande
Selon un rapport rendu par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Finlande est parmi les pays européens où l'on discrimine le plus les immigrés venus d'Afrique. Les experts présenteront leurs résultats à Helsinki.

Le nombre de sans-papiers pourrait doubler
Des milliers de demandeurs d'asile attendent encore une décision les concernant et il est probable qu'un grand nombre d'entre eux reçoive une réponse négative et que le nombre de personnes en situation irrégulière double d'ici le printemps. Selon le ministère de l'Intérieur, il y a actuellement entre 1000 et 2000 personnes sans permis de séjour en Finlande et 6000 personnes déboutées du droit d'asile auraient été perdues de vue. Selon les autorités, la plupart auraient quitté la Finlande.

Nombre de permis de travail délivrés en hausse
Avec la croissance économique, le nombre d'emplois proposés aux travailleurs étrangers est reparti à la hausse. Les autorités ont donc statué sur 4600 demandes de permis de travail cette année, mille de plus qu'il y a quatre ans. Les Ukrainiens constituent désormais le premier groupe de demandeurs de permis de travail, devant les Russes, les Vietnamiens et les Thaïlandais. Des centaines d'Irakiens ont également déposé une demande.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Plan de suppression d'emplois chez Nordea
Nordea a annoncé le démarrage de son plan social visant à supprimer 420 emplois en Finlande.

Mesures d'activation pour l'insertion des chômeurs sur le marché du travail
Le Parlement a adopté une loi sur l'assurance chômage qui prévoit certaines mesures d'activation pour l'insertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Désormais, si une personne bénéficiant d'une indemnité chômage ne participe pas au programme prévu pour l'aider dans sa recherche d'emploi et si elle ne travaille pas au moins 18 heures pendant une période de suivi de trois mois, son indemnité sera diminuée de 32,40 à 66 euros par mois. L'opposition considère cette mesure comme discriminatoire car elle défavorise les personnes habitant dans une région où les emplois sont rares.

Santé et Protection sociale

Perceptions de l'euthanasie
Selon un sondage récent effectué pour le compte de Helsingin Sanomat, 73 % des Finlandais seraient favorables à l'euthanasie, contre 77 % en avril. 9% s'y opposent, contre 14 % en avril. Le nombre des indécis est passé de 10 % à 18 %. Une initiative populaire pour l'introduction de l'euthanasie dans la législation, déposée en février, est à l'étude par la commission des affaires sociales et de la santé du Parlement.

Vote sur la nouvelle loi sur l'alcool
Le Parlement a approuvé la loi sur les boissons alcoolisées. Le pourcentage d'alcool des boissons vendues dans les magasins d'alimentation, actuellement limité à 4,7 %, sera augmenté à 5,5 % à partir du 1er mars 2018. La ministre des Services sociaux et de la Famille, Annika Saarikko (Centre), rappelle que le gouvernement est d'accord sur le principe de garantir le monopôle de l'Etat en la matière.
La législation sur les boissons alcoolisées n'interdit pas la vente en ligne, bien qu'elle soit interprétée comme si elle l'était. Les partis du gouvernement ne sont toutefois pas d'accord sur cette interprétation. Cette question sera évoquée au printemps. Un groupe de travail, dans lequel la douane et le fisc sont représentés, a été désigné pour mener une étude sur la question.

Le gouvernement est arrivé à un accord sur les chèques donnant accès aux soins spécialisés
Le gouvernement a trouvé un accord sur la liberté de choix concernant les services sociaux et de la santé dans le cadre de la réforme. Seuls les services de base, offerts dans les centres locaux, seront concernés par la liberté de choix (sous la forme de chèques donnant accès aux soins dans le privé).

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

M. Sipilä se déclare choqué par les témoignages
Le Premier ministre estime que beaucoup de Finlandais ont pu être surpris par l'envergure qu'a pris la campagne #metoo contre le harcèlement. Il a encouragé les autorités publiques à se pencher sur la question le plus rapidement possible, bien qu'il ne pense pas que la législation soit une solution pour remédier à ce problème.

Harcèlement sexuel
Yle a effectué une enquête parmi les assistants parlementaires concernant le harcèlement sexuel. Le sondage a été envoyé aux 223 assistants, 95 ont répondu. 13,7 % des personnes ayant répondu annoncent avoir subi du harcèlement sexuel, notamment de la part des députés. En 2008 plusieurs députés avaient déjà été accusés de harcèlement. Le directeur administratif du Parlement Pertti Rauhio souligne que, selon les enquêtes effectuées par le Parlement, le harcèlement sexuel aurait diminué depuis 2011.

NORVÈGE

Population totale	**5,211,000**
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	66 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	80/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	73/47
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	6,347
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	9.7
Taux de fécondité	1.8

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

Migration

Plus d'un million d'immigrés arrivés en Norvège depuis 1990
Sur les 1,3 millions d'étrangers qui se sont installés en Norvège depuis 1990, 73% vivent toujours dans le pays. Environ 486 000 personnes sont originaires des pays nordiques, et 157 000 réfugiés sont arrivés en Norvège sur la période 1990-2017. Somaliens, Erythréens, Syriens et Irakiens constituent les plus grandes diasporas de réfugiés. Deux tiers des réfugiés sont des hommes et avaient moins de 30 ans à leur arrivée sur le sol norvégien. Les citoyens d'origine polonaise, lituanienne, allemande, somalienne et philippine sont les plus nombreux parmi les immigrés (hors pays nordiques). En Norvège, une personne sur six a désormais des origines étrangères.

La population norvégienne plus favorable à l'immigration
Selon les chiffres de l'enquête annuelle du Bureau central des statistiques (SSB) sur l'immigration, les Norvégiens semblent y être de plus en plus favorable. 16 % des personnes interrogées pensent qu'il devrait être plus facile pour les réfugiés d'obtenir un permis de séjour en Norvège et 52 % sont satisfaits de la situation actuelle. En revanche, 28% pensent que les permis de séjour devraient être plus difficiles à obtenir. « 56% des sondés souhaitaient restreindre les conditions de délivrance des titres de séjour en 2003, et depuis ce taux a baissé petit à petit tous les ans jusqu'à aujourd'hui, sauf quelques exceptions », explique le chercheur de SSB, Svein Blom. Quant à ceux qui pensent que la plupart des immigrés font des efforts pour s'intégrer dans la vie professionnelle norvégienne, ils sont passés de 66% à 71% entre 2016 et 2017. Sur la même période, la part de Norvégiens qui pensent que les immigrés représentent une source d'insécurité dans la société a baissé de 5 points à 27%. Par ailleurs, 25% des personnes interrogées ont répondu qu'elles pensent que la majorité des immigrés abusent du système de protection sociale, mais 68% estiment que les immigrés contribuent à enrichir la vie culturelle en Norvège. L'enquête montre également que ce sont les jeunes qui sont les plus ouverts sur les questions d'immigration, tandis que les habitants des comtés de Rogaland et d'Agder (au sud et sud-ouest de la Norvège) sont les plus sceptiques.

NHO veut supprimer le « kontantstøtte »
Kristin Skogen Lund, directrice de l'organisation patronale NHO, soutient la proposition des travaillistes au conseil municipal d'Oslo visant à supprimer le « kontantstøtte » dans les quartiers accueillant de nombreux immigrés. Il s'agit d'une allocation versée aux parents d'enfants de 13 à 23 mois, qui ne fréquentent pas le jardin d'enfants. Mme Skogen Lund souhaite une suppression de cette allocation dans « les quartiers exposés à des problèmes évidents d'intégration » car elle contribue à tenir « les femmes en dehors du marché du travail et les enfants loin de la crèche ». Une suppression généralisée à tous les quartiers est envisagée à terme.

Divers

Antisémitisme et discours contre les musulmans
Le centre d'études sur l'holocauste et les minorités religieuses (HL-senteret) a publié les résultats de son enquête sur les discours de haine à l'encontre des juifs et des musulmans. 70% des juifs interrogés estiment que l'antisémitisme a progressé ces dernières années, et les deux tiers confient avoir dissimulé leur appartenance religieuse par crainte de réactions négatives. Les préjugés restent cependant répandus dans la société norvégienne, puisque 8,3% des répondants disent avoir des idées préconçues contre les juifs (contre 12,1% en 2011), et 34% contre les musulmans. La ministre de l'enfance et de la parité, Solveig Horne, déplore que 11% des personnes interrogées et 20% des musulmans interrogés considèrent que le harcèlement et les violences commises à l'encontre des juifs sont légitimes en raison du conflit israélo-palestinien.

Statistiques de la criminalité
Selon une étude réalisée par le Bureau national des statistiques (SSB) avec le soutien du ministère de la justice, 4,5% de la population norvégienne a commis un crime ou un délit entre 2010 et 2013. Ce taux atteint 11,3% parmi les Norvégiens nés de parents étrangers, et 6,7% de l'ensemble des immigrés dans le pays. Alors que certains pays d'origine sont surreprésentés dans ces statistiques (Turquie, Afghanistan, Irak et Iran), d'autres pays ou régions sont sous-représentées (Philippines, Inde, Chine, Thaïlande, Europe occidentale et Amérique du Nord). Les réfugiés et les gens ayant immigré avec leur famille sont également surreprésentés, à l'inverse des étrangers séjournant en Norvège pour y suivre des études. La criminalité économique est la plus répandue parmi les immigrés en Norvège.

Hausse des incidents en prison
Selon le syndicat des employés du système carcéral, le nombre de cas de violence de détenus contre des employés est passé de 508 en 2014 à 1048 en 2016. Le syndicat pointe du doigt les coupes budgétaires (-150 millions de couronnes soit 15 millions d'euros par rapport à 2013, et -45 millions de couronnes soit 4.5 millions d'euros prévus dans le budget 2018) qui dégradent les conditions de travail (suivi insuffisant des détenus, manque de soins, impossibilité d'engager des remplaçants). D'après le ministre de la justice, Per-Willy Amundsen, ces coupes ne concernent pas directement les employés qui sont en contact avec les détenus.

Conditions d'accueil au centre de détention de Trandum
Le centre de détention de Trandum, situé à proximité de l'aéroport d'Oslo, accueille les personnes en situation irrégulière en vue de leur reconduite à la frontière, et susceptibles de prendre la fuite avant leur expulsion. 70% des 4000 personnes qui sont passées par ce centre l'an dernier y ont séjourné moins de 72 heures, et 295 ont été placées en cellule sécurisée. Le médiateur aux affaires civiles, suite à une inspection du centre, a adressé 15 recommandations pour améliorer les conditions de vie des personnes en rétention. Il déplore ainsi le placement en isolement de certaines personnes souffrant de problèmes psychologiques, l'utilisation de menottes lors de visites en dehors du centre (rendez-vous médicaux, tribunal), ou bien l'absence d'horloges ou de calendriers pouvant perturber les personnes détenues.

Bientôt 5.3 millions d'habitants en Norvège
La population norvégienne atteindre bientôt 5,3 millions d'habitants. Au 31 décembre cette année, elle est estimée à 5.297.000 d'habitants, ce qui représente une augmentation de 38.500 personnes, ou de +0.7 %, en 2017. Comme les années précédentes, l'immigration a été plus élevée que le taux de natalité. En 2016, l'immigration représente 60% de la croissance de la population. Le comté d'Akershus (Oslo) enregistre la plus forte hausse démographique du pays (+,6%).

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Santé et Protection sociale

Part des dépenses sociales dans le PIB
18% du PIB norvégien est dédié aux dépenses sociales (retraites, système de santé), plaçant la Norvège au 17e rang parmi les 33 pays de l'OCDE. Le PIB norvégien est l'un de plus importants du monde, ce qui permet de relativiser ce résultat, nuance Alexander Berg Erichsen, conseiller du syndicat *Fagforbundet*.

Décriminalisation des drogues
Une majorité au Storting a voté pour la décriminalisation de la consommation de drogues. Il s'agit d'une initiative du Parti travailliste, du Parti conservateur, du Parti socialiste de gauche et du Parti libéral. « C'est important de préciser qu'on ne légalise pas le cannabis et d'autres types de drogues, mais qu'on les décriminalise », explique Sveinung Stensland du Parti conservateur et vice-président de la commission de la santé au Storting. Dans cette proposition, la majorité demande au gouvernement de « transférer la responsabilité (…) du secteur de la justice au service de santé. ». La proposition sera traitée au Storting en avril 2018.

Droits des femmes/ Enfance/ Famille

Salaires et parité
En 2016, le salaire mensuel moyen des femmes ne représentait que 86% du salaire des hommes. Les différences sont les plus importantes parmi les employés à plein temps et parmi les personnes les plus qualifiées. Le bureau central des statistiques (SSB), qui a présenté ces chiffres, explique ces écarts par le fait que les femmes tendent à choisir des professions moins bien rémunérées. Cependant, la croissance de salaire a été plus forte parmi les femmes que des hommes depuis le début des années 2000. Aujourd'hui, il y a plus de femmes que d'hommes qui suivent une formation dans l'enseignement supérieur, un facteur qui tend à réduire les différences de salaires entre les sexes. Dans le groupe des personnes hautement qualifiées exclusivement, la différence de salaire entre femmes et hommes n'a pas changé depuis 2000. Par ailleurs, le rapport révèle que 6 leaders sur 10 sont des hommes, et que les femmes sont surreprésentées dans le domaine de la vente et des services. Les femmes occupent également la majorité des postes académiques mais touchent des salaires 20% inférieurs à ceux de leurs collègues masculins. Les différences de salaire entre les femmes et les hommes sont les plus grandes parmi les employés à temps plein dans le secteur privé, où les femmes gagnent 87,7 % du salaire des hommes. La différence est la plus faible parmi les employés à temps partiel, où les femmes gagnent 97,4% du salaire des hommes.

Médiateurs régionaux contre le harcèlement scolaire
Dès la rentrée scolaire 2018, chacun des 19 comtés sera doté d'un médiateur chargé de la lutte contre le harcèlement dans les jardins d'enfants et les écoles. Il s'agit d'un « problème de société » contre lequel il faut agir dès le plus jeune âge, a déclaré le ministre de l'éducation, Torbjørn Røe Isaksen.

SUÈDE

Population totale	9,779,000
Revenu national brut par habitant ($ internationaux PPA)	44 000
Espérance de vie à la naissance h/f (années)	81/84
Quotient de mortalité 15-60 ans h/f (pour 1000)	69/43
Dépenses totales consacrées à la santé par habitant ($ int.)	5.219
Dépenses totales consacrées à la santé en % du PIB	11.9
Taux de fécondité	1.9

Source : OMS, 2015
**Banque mondiale, 2015*

Affaires sociales

Education

L'inspection suédoise dit non aux uniformes

L'Inspection scolaire suédoise exige l'interdiction du port de l'uniforme dans une école de Norrköping, introduit afin de renforcer le « profil international de l'école » explique la directrice de l'école Christine Karmfalk.

Des dizaines de milliers de nouveaux enseignants nécessaires dans les cinq prochaines années

Selon l'Agence nationale pour l'éducation (Skolverket), les établissements scolaires et préscolaires suédois devront recruter l'équivalent de 77 000 postes à plein temps au cours des cinq prochaines années. Pour répondre aux besoins futurs, 227 000 enseignants devraient obtenir leur diplôme dans les 15 prochaines années, rapporte TT. Le gouvernement a prévu d'investir 90 millions de couronnes (9 millions d'euros) en 2018 afin d'inciter davantage d'étudiants à choisir la profession enseignante.

Intégrer la notion de consentement dans les cours d'éducation sexuelle

Le ministre de l'Education, Gustav Fridolin (MP) souhaite intégrer aux programmes scolaires d'éducation sexuelle et sociale l'enseignement du consentement et des questions de violence liées à l'honneur.

Migration

La Suède attend le consensus de l'UE sur la politique des réfugiés

A l'occasion des négociations sur la nouvelle politique d'asile de l'UE, la Suède et plusieurs autres pays exigent que les demandeurs d'asile soient répartis équitablement entre les pays de l'UE. Europaportalen écrit qu'une décision finale entre les dirigeants des pays de l'UE se prise avant juin de l'année prochaine.

"Devoir d'intégration" pour les réfugiés introduit à Vellinge

La proposition de devoir d'intégration, formulée par les élus du parti modéré, exige essentiellement que les réfugiés nouvellement arrivés s'inscrivent à SFI pour apprendre le suédois, et qu'ils suivent une formation en sciences sociales. « S'ils ne se conforment pas à ces exigences, le soutien du gouvernement leur sera retiré » a déclaré Carina Wutzler (M), conseillère municipale dans la municipalité de Vellinge. Vellinge avait déjà fait les gros titres cette année pour avoir introduit une interdiction de mendicité dans la rue.

L'Agence des migrations estime une forte augmentation du nombre de cas de traite d'êtres humains

Près de 400 victimes de la traite des êtres humains ont été identifiées par l'Agence des migrations cette année. Parmi ces victimes, 170 cas de traite à des fins sexuelles ont été enregistrés, alors que ces cas atteignaient une petite centaine ces trois dernières années. "Malheureusement, nous pouvons également constater que le nombre de mineurs augmente", a déclaré Kajsa Törnqvist Netz, coordinateur de l'Agence des migrations contre la traite des êtres humains.

Baisse du soutien aux Démocrates de Suède
The Independent rapporte que "le parti anti-immigrés de la Suède [les Démocrates de Suède] voit son soutien dégringoler dans les derniers sondages". Après l'arrivée de centaines de milliers de demandeurs d'asile en 2015, les Démocrates de Suède enregistraient un soutient de près de 20%, comparé aux 14.8% actuels.

Un grand nombre de réfugiés mineurs disparaissent chaque année
Depuis 2014, 1700 enfants réfugiés non accompagnés ont disparu du logement mis à leur disposition par l'Agence des migrations, principalement de peur d'être débouté du droit d'asile. Beaucoup de ces enfants se retrouvent à la rue, dans des réseaux criminels et de prostitution, établit un nouveau rapport de l'Ombudsman des enfants.

Les débats s'intensifient sur l'avenir des mineurs non accompagnés
La proposition du gouvernement d'accorder la possibilité de rester en Suède aux jeunes non accompagnés menacés d'expulsion dépend, pour son application, de la décision du Parti du centre. Il y a quelques semaines, les sociaux-démocrates et les Verts ont convenu que les jeunes réfugiés non accompagnés dont les demandes d'asile avaient été rejetées étaient autorisés à rester en Suède pour terminer leurs études secondaires. La chef du part du Centre, Annie Lööf, et la porte-parole du parti en matière de migration, Johanna Jönsson, ont affirmé que la proposition du gouvernement comportait de graves lacunes. Sans le soutien du Parti du centre, le gouvernement ne sera pas en mesure de faire passer sa proposition au Parlement - tous les autres partis de l'Alliance centrale s'y sont opposés.

Intensification des efforts pour mettre fin aux expulsions de travailleurs qualifiés
Le gouvernement intensifie ses efforts pour lutter contre l'expulsion de travailleurs hautement qualifiés, à la suite de plusieurs expulsions très médiatisées qui ont eu lieu au cours des derniers mois. Après des critiques acerbes sur le nombre de travailleurs qualifiés contraints de quitter la Suède à la suite d'erreurs administratives mineures commises (souvent sans le savoir) par leur employeur, la ministre suédoise des Migrations, Helene Fritzon, a présenté mardi un nouveau projet de loi afin que les erreurs liées aux permis de travail ne conduisent plus à des expulsions. L'Agence suédoise des migrations a déclaré qu'elle accueillait favorablement la réflexion du gouvernement sur la question.

Divers

Marché du logement
Malgré la bonne situation économique de la Suède (budget public excédentaire, inflation contrôlée, exportation en hausse, investissements en hausse de 2% par rapport à l'année dernière, rapports positif de l'OCDE et du FMI), les marchés financiers semblent ignorer la situation réelle, préoccupé par le marché du logement suédois. En effet, les prix de l'immobilier ont fortement augmenté depuis plusieurs années, notamment dans la région de Stockholm. Au dernier trimestre, les statistiques officielles ont annoncé une chute de 5% de ces prix. Les experts restent prudents mais sont d'avis qu'il s'agit d'une correction des prix, plutôt que d'un effondrement de la demande. Le gouvernement a délibérément mis en place un correctif en introduisant une exigence d'amortissement en 2016, qu'il compte encore resserrer davantage.

Emploi, Travail et Formation Professionnelle

Taux de chômage des jeunes à son plus bas niveau depuis 2008… pour les diplômés du secondaire
Le taux de chômage des jeunes est aujourd'hui à son plus bas niveau depuis 2008. Selon l'agence publique pour l'emploi (Arbetsförmedlingen), quelque 55 000 jeunes ont été enregistrés comme chômeurs en novembre. En 2012, ce chiffre était de 101 000. Le directeur général de l'agence, Mikael Sjöberg, a déclaré à Sveriges Radio que l'obtention d'un diplôme d'études secondaires était la clé pour décrocher un emploi car depuis 2012, le taux de chômage des personnes sans diplôme d'études secondaires est passé de 22% à 38%.

Le e-commerce pourrait forcer la fermeture de 10 000 magasins
Les organisations d'employeurs ont examiné de près les effets du e-commerce sur le commerce de détail en Suède ces dernières années. Di Digital rapporte qu'entre 20 000 et 40 000 emplois devraient disparaître d'ici la fin de 2025, car entre 5 000 et 10 000 magasins fermeront, estime la Fédération suédoise du commerce (Svensk Handel). Selon Karin Johansson, PDG de Svensk Handel, les magasins disparaîtront, principalement dans les zones rurales, où l'offre

en ligne est bien plus importante. Un certain nombre de centres commerciaux seront convertis en bureaux ou démolis. Les magasins en ligne ont pris une mainmise constante, en particulier sur la vente de livres, d'électronique grand public et de musique.

Lööf rouvre la discussion sur les emplois d'établissement
La proposition de la majorité et des organisations syndicales de créer de nouveaux «emplois d'établissement» part d'une intention louable, pour la chef du parti du Centre, Annie Lööf, de reconnaître que la situation salariale actuelle qui exclut certains groupes du marché du travail, notamment les moins qualifiés. Cependant, persiste un problème pour le Centre : les agences de recrutement (interim) et les petites entreprises sans conventions collectives ne sont pas couvertes par la proposition, donc ne pourront pas bénéficier de conditions d'embauche simplifiées.

L'administration fiscale inflige des amendes à Facebook en Suède
La filiale suédoise de Facebook n'a pas obtenu les déductions attendues. En outre, le montant de la TVA précédemment exigé a été augmenté. Le géant des médias sociaux a ainsi été invité à payer près de 1,9 million de couronnes d'impôts (environ 191 000€).

La Suède en manque de main-d'œuvre qualifiée
Une enquête biannuelle publiée par le Service suédois de l'emploi a révélé que les deux tiers des employeurs publics et plus d'un tiers des employeurs privés déclarent avoir des difficultés à recruter le personnel dont ils ont besoin. «Si nous n'avions pas fait appel à des médecins étrangers, l'hôpital aurait été en grande difficulté», déclare Jörgen Byh, responsable du recrutement à l'hôpital de Torsby. Il semble que les employeurs réduisent leurs exigences en matière d'éducation formelle et d'expérience professionnelle à long terme, en particulier dans le secteur public, suggère le rapport du service de l'emploi. Le nombre d'emplois continue d'augmenter, tout comme le nombre de demandeurs d'emploi, mais persiste une inadéquation entre les compétences de ces derniers et celles requises par les employeurs.

Cartographie par le Service Public de l'Emploi
Le gouvernement a chargé le Service Public pour l'Emploi de cartographier les consultations tenues entre le Service et les organisations syndicales. Le but de l'enquête est de fournir une base d'évaluation de l'efficacité de ces consultations, afin d'engager certaines mesures spécifiques de réformes du marché du travail. L'évaluation devrait porter sur le demandeur d'emploi individuel et sur une perspective plus globale de la politique du marché du travail. La cartographie, rapportée au Ministère du Travail avant le 30 avril 2018, devrait inclure une description de la procédure, de la consultation, de son contenu et de sa qualité, et comment les réponses à la consultation sont utilisées dans la prise de décision.

Santé et Protection sociale

Accord transpartisan sur la réforme du système de retraites
Le gouvernement suédois est parvenu le 14 décembre 2017 à un accord avec l'opposition de centre-droit sur les grands principes d'une importante réforme du système des retraites. Destinée à répondre au défi de l'allongement de l'espérance de vie, elle prévoit notamment :

- un rehaussement de l'âge de départ à la retraite de 61 à 64 ans ;
- une extension du droit de travailler de 67 à 69 ans ;
- une indexation sur l'espérance de vie du versement de la pension minimum garantie ;
- un accroissement du montant minimum des pensions ;

En dépit des mécontentements exprimés, au Parlement, par le Parti de Gauche et l'extrême-droite, ainsi que par certains représentants syndicaux et patronaux, l'accord a été accueilli plutôt positivement. Cela tient, d'une part, aux larges consultations organisées en amont par les députés du groupe des retraites avec les partenaires sociaux, et, d'autre part, au consensus existant quant à la nécessité d'adopter une réforme (la première, depuis près de 20 ans, portant sur l'âge de départ) permettant d'assurer la pérennité du système de retraite.

Ministre de la santé et des affaires sociales: plafonnement des bénéfices dans le secteur des soins de santé
« Les entreprises actives dans le domaine de la santé ne seront pas soumises à un plafond de profit », a déclaré Annika Strandhäll, ministre de la Santé et des Affaires sociales, à Dagens Industri. Elle rappelle cependant l'importance d'utiliser les ressources pour ce à quoi elles sont destinées.
Le ministre de l'Administration publique, Ardalan Shekarabi (s), et le porte-parole de la Gauche, Ali Esbati, écrivent dans un article de Dagen Nyheter que les sociaux-démocrates et la gauche présenteront un projet de loi visant à limiter les profits dans le secteur au mois de mars 2018.

Le gouvernement investit 160 millions de couronnes dans les sciences de la vie
La société publique de capital-risque Saminvest investira 160 millions de couronnes (16 millions d'euros) dans Hadean Capital, un fonds d'investissement dans le domaine des sciences de la vie, qui désigne à la fois la recherche sur les médicaments, l'e-santé et la technologie médicale.

Le nombre d'enfants et d'adolescents souffrant de problèmes de santé mentale augmente en Suède
Selon de nouveaux chiffres du Conseil national de la santé, le nombre d'enfants et d'adolescents souffrant de problèmes de santé a augmenté depuis 10 ans, écrivent un groupe de professionnels de la santé dans un article publié par Dagens Nyheter. Des changements sont nécessaires pour que le système de santé réponde aux demandes accrues, et les auteurs proposent plusieurs actions: le système de santé fournira rapidement une première évaluation afin qu'un traitement efficace soit introduit le plus tôt possible et des suivis planifiés et structurés seront offerts. "Sans changements dans la prise en charge, le risque de maladie à long terme peut augmenter, ce qui à long terme augmente également de manière significative le risque de suicide", écrivent-ils.

La majorité du Riksdag veut rétablir la limite de congés de maladie
Avant les élections de 2014, les sociaux-démocrates avaient promis de supprimer la limite du nombre de congés maladie. Une majorité au Riksdag veut désormais rétablir cette limite. L'une des promesses de campagne des sociaux-démocrates, votée à l'hiver 2016, est donc menacée.

Mise en place de l'Institut pour la santé mondiale
Le gouvernement a décidé de soutenir, à hauteur d'un million de couronnes, une initiative de l'Académie Royale des Sciences visant à créer un institut pour la santé mondiale, SIGHT. L'institut a pour but de promouvoir la recherche et l'éducation en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants en situation de difficultés financières.
« Notre soutien est un exemple de la politique étrangère féministe que mène le gouvernement. Les activités de SIGHT contribuent à de nouvelles connaissances et deviennent une base de ressources importante que la Suède doit développer », a déclaré la vice-première ministre et ministre de la coopération pour développement, Isabella Lövin.
Le soutien suédois vient compléter la contribution d'un million de dollars précédemment apporté par la Fondation Bill et Melinda Gates. L'Académie royale des sciences soumettra à SIDA (l'agence suédoise pour le développement) un rapport sur l'utilisation des moyens d'opération et les résultats obtenus avant le 30 juin 2018.

Droits des femmes / Enfance / Famille

Le soutien social aux familles avec enfants va augmenter
Le gouvernement va augmenter son soutien financier aux familles. Un parent célibataire avec deux enfants recevra 570 couronnes supplémentaires par mois. Cette augmentation s'inscrit dans la continuité de l'annonce d'augmentation de 200 couronnes par mois de la pension alimentaire pour enfant à compter de l'année prochaine.

La Confédération des entreprises suédoises critique la proposition de congé parental
L'expert en matière de sécurité sociale de la Confédération des entreprises suédoises, Catharina Bäck, a déclaré à TT que la proposition de réduire les possibilités de transfert des congés parentaux afin que la répartition entre les deux parents se fasse de façon plus égale est une mauvaise idée. Elle explique que cette obligation pourrait s'avérer trop contraignante pour certaines professions, comme celle de chef d'entreprise, où il est impossible de quitter son emploi trop longtemps.

Echange sur #MeToo entre la Ministre du Travail et la Ministre de l'Egalité des sexes
La ministre du Travail Ylva Johansson et la Ministre de l'égalité des sexes, Åsa Regnér ont tenu vendredi 8 décembre une réunion d'échange avec les partenaires sociaux : les grandes confédérations LO, TCO, SACO, l'association

suédoise des municipalités et des comtés (SKL), la confédération suédoise des entreprises et la Direction suédoise des services employeurs de l'administration d'État sur #MeToo. L'office suédois de l'environnement du travail et l'Ombudsman contre la discrimination ont également participé à la réunion.

Des milliers de femmes médecins signent une protestation contre le harcèlement
10 400 femmes médecins ont lancé un appel contre le harcèlement et les abus dans la profession médicale. Leur lettre a été envoyée à tous les hôpitaux de Suède, aux gestionnaires de soins primaires et aux responsables des programmes médicaux du pays. "Nous voulons savoir quelles sont les mesures concrètes que le gouvernement et des acteurs comptent mettre en place », écrivent-elles.

Un ral-le-bol suédois de la campagne #MeToo
45% des hommes suédois en ont assez de la campagne #metoo. Selon une enquête menée par Novus, près de la moitié des hommes estiment que l'appel est totalement ou partiellement exagéré, rapporte SVT. 30% des femmes étaient du même avis. Une majorité d'hommes - 52% - et une nette majorité de femmes - 65% - croient néanmoins que les témoignages ne sont pas excessifs. Plus de 1 000 personnes ont été interviewées pour l'enquête.